

Les principales révisions intervenues sur les comptes de la Nation pour les années 2022, 2023 et 2024

Cette note a pour objet d'exposer les principales révisions intervenues sur les comptes nationaux annuels publiés ce 28 mai 2025, par rapport à la publication de l'année précédente (31 mai 2024), ainsi qu'à la dernière publication des comptes trimestriels (première estimation du 1er trimestre 2025, parue le 30 avril 2025). Cette note se concentre sur **les révisions intervenues sur les taux de croissance** des agrégats, qui sont liées à la prise en compte de sources statistiques non disponibles auparavant.

Le déroulement d'une campagne de comptes annuels

Du fait des délais de disponibilité de certaines sources statistiques, l'estimation d'un compte de la Nation pour une année donnée fait l'objet de plusieurs estimations pour une année n. L'estimation la plus aboutie des comptes trimestriels de l'année n est diffusée avec la publication de la première estimation du 1er trimestre de l'année n+1, fin avril. Cette estimation issue des comptes trimestriels est corrigée des jours ouvrables (CJO).

En second lieu, fin mai de l'année n+ 1, sont publiés des comptes annuels complets bruts (c'est-à-dire non corrigés des jours ouvrables) pour l'année n (compte provisoire), l'année n-1 (compte semi-définitif) et l'année n-2 (compte définitif). **Toutes les révisions présentées dans cette note sont calculées sur comptes bruts y compris entre les comptes trimestriels et le compte provisoire.**

Pour un compte provisoire, les révisions par rapport à la première estimation fournie par les comptes trimestriels proviennent principalement de trois éléments. Tout d'abord, l'établissement du compte provisoire nécessite d'intégrer les comptes définitifs de l'année n-2 et semi-définitif de l'année n-1 ; cette intégration conduit à modifier certaines évaluations relatives à l'année n. Ensuite, le compte provisoire est calé sur des données annuelles devenues disponibles dans l'intervalle, en particulier le compte des administrations publiques, le compte des institutions financières et le compte de l'agriculture. Enfin, le compte provisoire intègre le résultat d'un travail spécifique, visant à assurer la cohérence – d'un point de vue économique – des équilibres emplois-ressources par produit en volume et en prix à un niveau fin.

Pour un compte semi-définitif, les révisions par rapport au compte provisoire proviennent principalement des révisions des sources d'information sur les comptes des administrations publiques et des sociétés financières, de la disponibilité d'informations fines relatives à la

consommation des ménages et de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises (Ésane) dans leur version semi-définitive. Ces statistiques annuelles d'entreprises font la synthèse d'informations statistiques et administratives sur les entreprises non financières (déclarations fiscales, enquêtes sectorielles d'entreprises), qui ne sont pas disponibles au moment de la confection du compte provisoire.

Pour un compte définitif, la principale source de révision par rapport au compte semi-définitif provient de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises dans leur version définitive. En particulier, la valeur ajoutée des entreprises non financières du compte définitif est calée sur ces données d'entreprises.

Ainsi, à l'occasion de la publication du compte provisoire 2024, les comptes annuels définitif 2022 et semi-définitif 2023 apportent des révisions aux comptes semi-définitif 2022 et provisoire 2023 publiés l'an passé. En outre, le compte provisoire 2024 apporte des révisions aux premières estimations fournies lors des publications des comptes trimestriels intervenues depuis fin janvier.

1. Révision de la croissance

La croissance n'est pas revue pour l'année 2024, fortement révisée à la hausse en 2023 (+0,5 point) et légèrement rehaussée pour l'année 2022 (+0,1 point). La croissance (en volume) en 2023 s'élève lors de cette publication de mai à +1,4 % après 2,7 % en 2022, contre +0,9 % après 2,6 % lors de la précédente publication (*figure 1-1*). La révision d'ampleur inhabituelle en 2023 est principalement portée par le déflateur du PIB qui est revu à la baisse de 0,3 point à +5 % en 2023; le PIB en valeur est quant à lui revu à la hausse de +0,2 point à +6,5 %.

Figure 1-1: Révision de la croissance économique et de ses composantes

	2024	révision des taux de croissance		
	en Md€	2022	2023	2024
RESSOURCES				
PIB	2 919,9	0,1%	0,5%	0,0%
Importations	999,1	0,2%	-0,6%	0,0%
EMPLOIS				
Dépenses de consommation	2 301,3	0,1%	0,1%	
- dont ménages	1 527,5	0,1%	-0,2%	0,0%
- dont administration publique	706,0	0,1%	0,7%	-0,7%
- dont ISBLSM	67,8	0,1%	1,1%	0,0%
FBCF totale	645,2	-0,3%	0,0%	0,2%
- dont Sociétés et entreprises individuelles non financières	344,0	-1,1%	-0,3%	-0,8%
- dont administration publique	127,0	0,2%	-1,4%	1,6%
- dont Ménages hors entrepreneurs individuels	138,3	0,4%	0,5%	0,2%
Exportations	989,5	0,9%	0,4%	1,2%
Contribution des variations de stocks	-21,8	-0,1%	0,0%	-0,3%

Source : Comptes nationaux, Insee

Le commerce extérieur contribue à la hausse aux révisions en volume, (contribution de +0,2 point aux révisions en 2022, +0,4 point en 2023 et 2024) (*figure 1-2*), tandis que la demande intérieure, hors stocks, est globalement moins revue (contribution de plus ou moins 0,1 point à la révision de la croissance selon les années). En 2022 et 2024, la révision des variations de stocks permet de compenser en partie les révisions du solde extérieur (contribution de -0,1 point en 2022 et -0,3 point en 2024 à la révision de la croissance).

Les révisions du commerce extérieur sont liées à la prise en compte des dernières données de la Balance des Paiements d'une part et à l'actualisation des données des Douanes d'autre part. Par ailleurs, le partage volume-prix des importations et des exportations d'énergie est également revu, en mobilisant des données du Sdes.

L'évolution des dépenses de consommation des ménages est peu revue (+0,1 point en 2022, -0,2 point en 2023,). Celle des consommations des administrations publiques est revue plus fortement (+0,1 point en 2022, +0,7 point en 2023, -0,7 point en 2024) en lien avec de nouvelles données de la Dgfip et pour 2023 une révision du partage volume-prix.

Ces révisions sont compensées, en 2022 et 2024, par une révision de l'évolution de la FBCF (-0,3 point en 2022 et +0,2 point en 2024).

Figure 1-2 : Contribution des composantes du PIB à la révision de la croissance

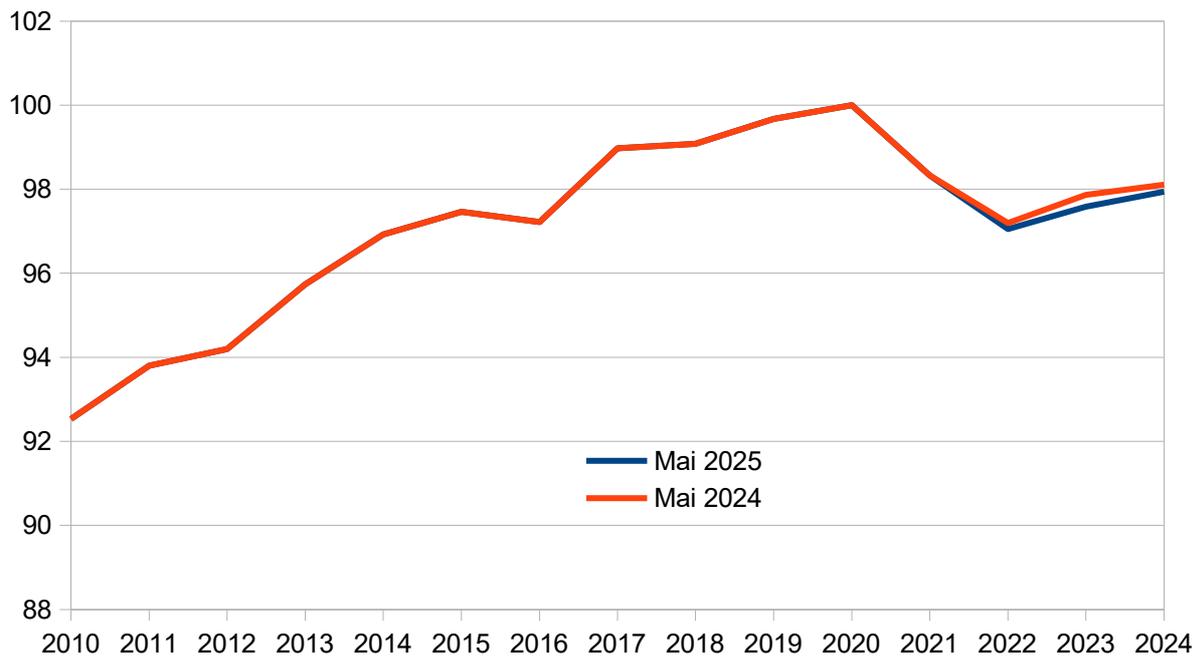
	2024	Contribution à la révision de la croissance du PIB		
	niveau en Md€	2022	2023	2024
RESSOURCES				
PIB	2,919.9	0.1%	0.5%	0.0%
Importations	999.1	0.1%	-0.2%	0.0%
EMPLOIS				
Dépenses de consommation	2,301.3	0.1%	0.1%	
- dont ménages	1,527.5	0.1%	-0.1%	0.0%
- dont administration publique	706.0	0.0%	0.2%	-0.2%
- dont ISBLSM	67.8	0.0%	0.0%	0.0%
FBCF totale	645.2	-0.1%	0.0%	0.1%
- dont Sociétés et entreprises individuelles non financières	344.0	-0.1%	0.0%	-0.1%
- dont administration publique	127.0	0.0%	-0.1%	0.1%
- dont Ménages hors entrepreneurs individuels	138.3	0.0%	0.0%	0.0%
Exportations	989.5	0.3%	0.1%	0.4%
Contribution des variations de stocks	-21.8	-0.1%	0.0%	-0.3%

Source : Comptes nationaux, Insee

2. Révision de la productivité

Le taux de croissance de la productivité horaire est révisé en légère baisse en 2022 et 2023 (-0,1 point chaque année) et en légère hausse en 2024 (+0,1 point). Le volume horaire travaillé est en effet revu à la hausse.

Figure 2-1 : Evolution de la productivité horaire (base 100 : 2020)



Source : Comptes nationaux, Insee

3. Révision de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels

Le PIB en valeur est revu dans des proportions différentes des volumes, du fait de la révision du déflateur du PIB : la croissance du PIB en valeur est ainsi revue de -0,1 point en 2022, +0,2 point en 2023 et -0,2 point en 2024 contre respectivement +0,1, +0,5, +0,0 point en volume.

Les révisions des VA des secteurs institutionnels sont plus heurtées (*figure 3-1*) : en 2024, les révisions s'expliquent pour les entreprises financières par la prise en compte des données de l'ACPR pour les banques et découlent, pour le compte des entreprises non financières de la révision de l'approche production. Sur les années 2022-2023, les révisions sont essentiellement dues à la prise en compte de données comptables : liasses fiscales pour les entreprises non financières dont certaines sont des ménages (entreprises individuelles) et données de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACPR) pour les sociétés financières, notamment pour les assurances.

Figure 3-1 : Révisions des valeurs ajoutées des secteurs institutionnels (En Md€)

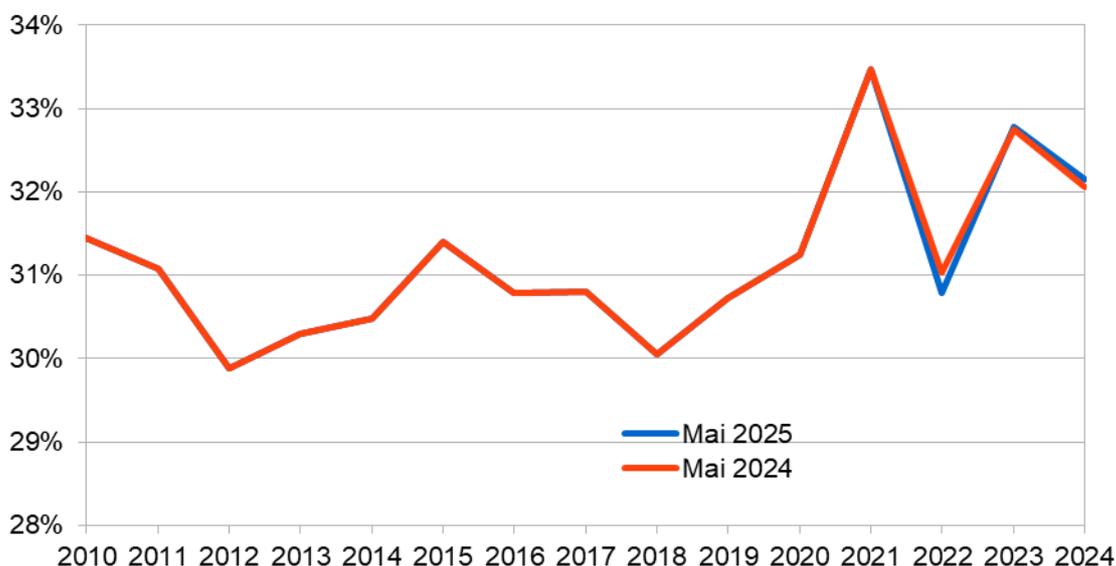
Secteur institutionnel	2024 Base 2020	Révision des variations, en Md€		
		2022	2023	2024
Sociétés non financières	1 513,1	-3,5	8,1	3,5
Sociétés financières	96,7	0,0	0,3	-5,6
Administration publique	485,3	0,2	-0,3	-1,7
Ménages	463,7	0,7	-3,7	2,2
ISBLSM	52,3	-0,1	0,1	-0,4
Total des secteurs institutionnels	2 611,1	-2,7	4,5	-1,9
Impôts moins subventions sur les produits	308,8	1,2	1,0	-3,7
Produit intérieur brut	2 919,9	-1,4	5,5	-5,6

Source : Comptes nationaux, Insee

4. Révision du taux de marge et du taux d'investissement des sociétés non financières

L'évolution du taux de marge des sociétés non financières est peu révisée (-0,2 point en 2022, 0,0 point en 2023 et +0,1 point en 2024). La révision à la hausse de la valeur ajoutée en 2023, liée essentiellement à la prise en compte des liasses fiscales pour les entreprises non financières, se traduit pas une révision également à la hausse de l'excédent brut d'exploitation, alors que les rémunérations des salariés sont peu revues (figure 6-5).

Figure 4-1 : Evolution du taux de marge des sociétés non financières (En %)

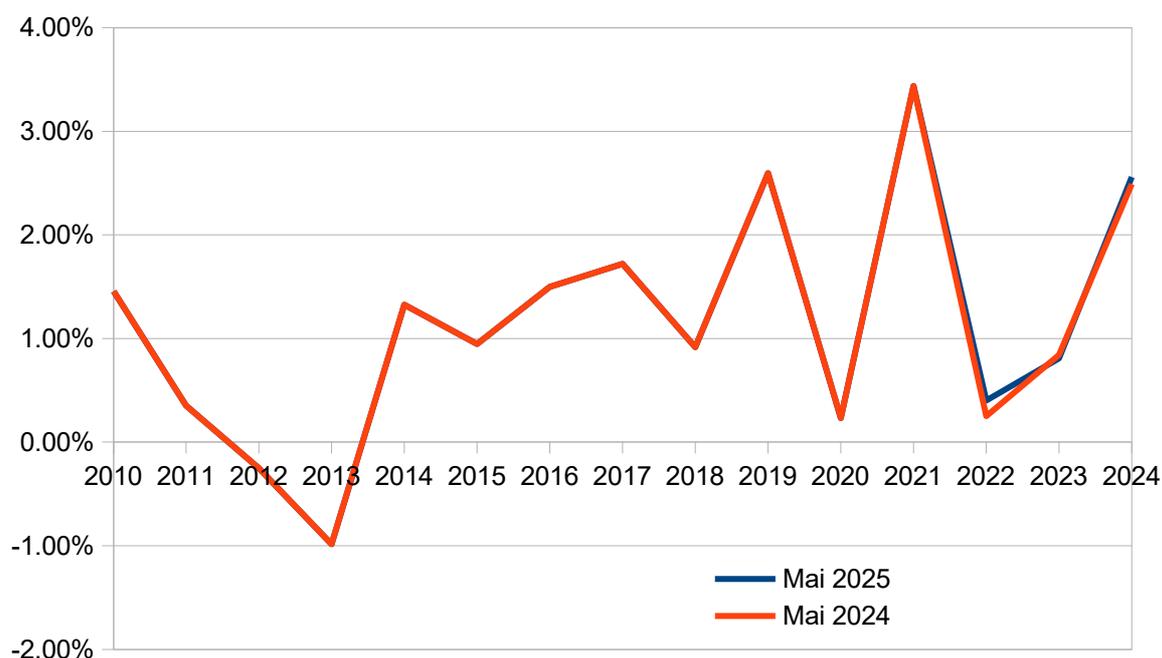


Source : Comptes nationaux, Insee

5. Révision du pouvoir d'achat des ménages

Le pouvoir d'achat des ménages est légèrement revu à la hausse, en 2022 (+0,2 point) et 2024 (+0,1 point). La révision du pouvoir d'achat est principalement due à la révision du RDB (+2,8 Md€ en 2022, +5,6 Md€ en 2024) ; en 2024, les revenus d'activité et les prestations sociales en espèce sont plus dynamiques que ce qu'avaient estimé les comptes trimestriels (*figure 6-4*). En 2022, la révision des revenus d'activité et du patrimoine contribue à la hausse du RDB.

Figure 5-1 : Evolution du pouvoir d'achat des ménages (En %)

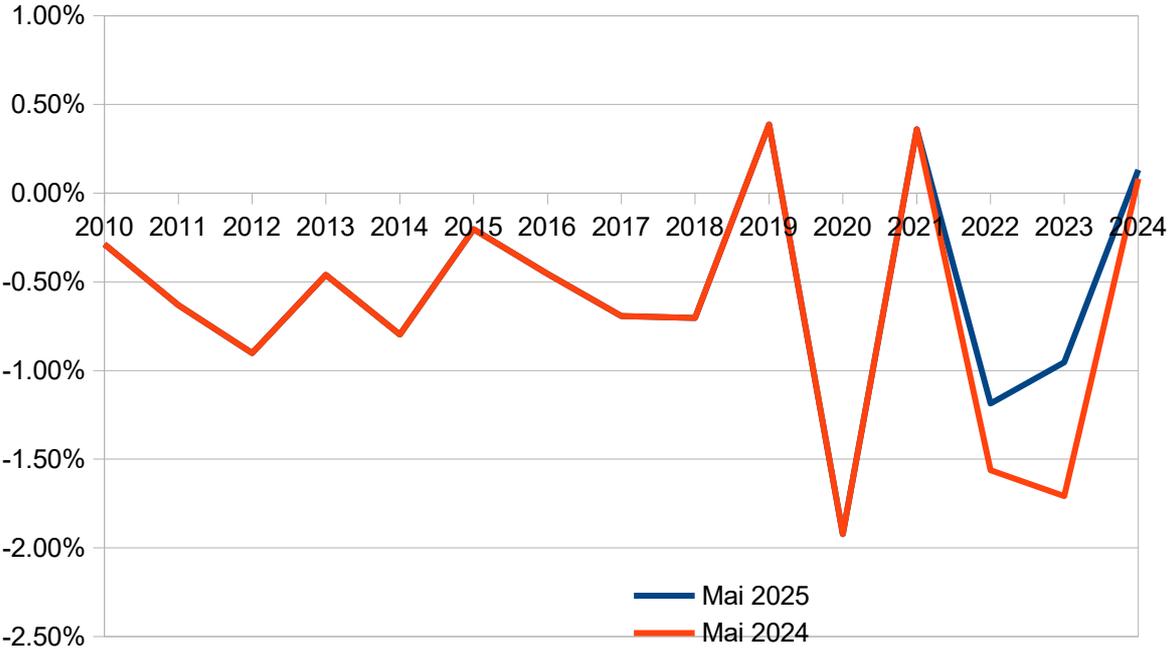


Source : Comptes nationaux, Insee

6. Révision du besoin de financement de la nation

La capacité de financement de la nation est revue à la hausse, principalement en 2022 et 2023 (respectivement +10,0 et +21,2 Md€). Ces révisions s'expliquent en premier lieu par la révision des revenus de la propriété reçus et versés au reste du monde mais également du solde commercial, en lien avec la révision de la Balance des paiements. La variation du solde commercial est révisée à la hausse les trois années, respectivement +1,4 Md€, +6,6 Md€ et +3,9 Md€ en 2022, 2023 et 2024 (*figure 6-7*).

Figure 6.1 : La capacité (+) / (-) besoin de financement de la nation (En % du PIB)



Source : Comptes nationaux, Insee

3. 6. Annexes

6.1 Tableaux de contributions par produit aux révisions des opérations sur biens et services

Figure 6-1 : Contributions par produit à la révision à la dépense de consommation des ménages

Produits	2024 Base 2020	Révision des variations, en Md€		
		2022	2023	2024
Total	1 527,5	0,1%	-0,2%	0,1%
Agriculture, sylviculture et pêche	36,4	0,0%	0,0%	0,1%
Produits des industries alimentaires, boissons et produits à base de ta	210,5	0,0%	0,0%	
Energie	78,4	0,0%	0,0%	0,1%
Produits de la cokéfaction et du raffi nage	57,6	0,0%	-0,1%	
Équipements électriques ; produits informatiques, électroniques et opt	38,3	0,0%	0,0%	-0,2%
Véhicules autres matériels de transport	75,4	0,0%	0,0%	
Autres produits industriels	163,5	0,1%	0,0%	
Constructions et travaux de construction	29,7	0,0%	0,0%	0,0%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	6,6	0,0%	0,0%	0,0%
Services de transport et d'entreposage	52,6	0,0%	0,0%	0,0%
Services d'hébergement et de restauration	131,1	0,1%	-0,2%	0,0
Services d'information et de communication	54,9	0,0%	-0,1%	-0,1%
Services financiers et assurances	124,8	-0,1%	0,1%	0,0%
Services immobiliers	299,8	0,0%	0,0%	0,0%
Services professionnels, scientifiques, techniques ; services adm. et d'a	44,4	0,0%	0,0%	0,0%
Services artistiques et du spectacle et services récréatifs ; autres servic	64,6	0,0%	0,0%	0,1%
Services principalement non marchands (*)	75,4	0,0%	-0,1%	0,0%
Correction territoriale	-16,4	0,0%	0,0%	0,0%

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 6-2 : Contributions par produit à la révision de la FBCF

Produits	2024 Base 2020	Contribution aux révisions, en %		
		2022	2023	2024
Total	645.2	-0.3%	0.0%	0.2%
Agriculture, sylviculture et pêche	1.3	0.0%	0.0%	
Équipements électriques, informatiques, électroniques, optiques	46.5	0.1%	0.0%	-0.1%
Véhicules autres matériels de transport	47.7	0.2%	-0.1%	0.1%
Autres produits industriels	47.1	0.2%	0.0%	0.4%
Constructions et travaux de construction	291.7	-0.2%	0.3%	0.3%
Services d'information et de communication	97.4	-0.3%	-0.3%	-0.1%
Services immobiliers	8.0	0.0%	0.0%	0.0%
Services professionnels, scientifiques, techniques, adm. et d'ass.	102.7	-0.2%	0.2%	-0.3%
Services artistiques et du spectacle, récréatifs, autres services	2.8	0.0%	0.0%	

Source : Comptes nationaux, Insee

F

Figure 6.3 : Contributions par produit à la révision des exportations

Produits	2024 Base 2020	Contribution aux révisions, en %		
		2022	2023	2024
Total	989.5	0.9%	0.4%	1.3%
Produits de l'agriculture et de la chasse et services annexes	19.9	0.0%	0.1%	0.0%
Produits des industries alimentaires, boissons et produits à base de tabac	64.4	0.0%	0.0%	0.0%
Energie	25.2	0.0%	0.0%	
Produits de la cokéfaction et du raffinage	16.3	0.0%	0.0%	0.3%
Équipements électriques, informatiques, électroniques et optiques	104.6	0.0%	0.0%	-0.1%
Véhicules autres matériels de transport	152.1	0.4%	-0.1%	0.1%
Autres produits industriels	269.5	0.0%	0.1%	0.2%
Constructions et travaux de construction	1.2	0.0%	0.0%	
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	7.4	0.0%	-0.1%	0.0%
Services de transport et d'entreposage	58.1	0.2%	0.1%	0.4%
Services d'information et de communication	33.0	0.0%	0.1%	0.1%
Services financiers et assurances	43.0	0.2%	-0.1%	-0.3%
Services professionnels, scientifiques, techniques, administratifs	116.5	-0.1%	0.1%	0.6%
Services artistiques, du spectacle, récréatifs ; autres services	5.0	0.0%	0.1%	0.0%
Services principalement non marchands (*)	1.8	0.0%	0.0%	0.0%
Correction territoriale	71.6	0.0%	0.0%	0.0%

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 6.4 : Contributions par produit à la révision des importations

Produits	2024 Base 2020	Contribution aux révisions (En %)		
		2022	2023	2024
Total	999.1	0.2%	-0.6%	0.0%
Produits de l'agriculture et de la chasse et services annexes	19.1	0.0%	-0.1%	-0.1%
Produits des industries alimentaires, boissons et produits à base de tabac	59.4	0.0%	-0.1%	0.0%
Energie	59.6	0.0%	0.0%	
Produits de la cokéfaction et du raffinage	39.5	0.0%	-0.2%	-0.6%
Équipements électriques, informatiques, électroniques et optiques	145.2	0.0%	0.0%	0.0%
Véhicules autres matériels de transport	125.5	0.2%	-0.1%	0.2%
Autres produits industriels	278.4	0.0%	0.0%	0.2%
Constructions et travaux de construction	2.4	0.0%	0.0%	
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	8.1	0.0%	-0.1%	0.1%
Services de transport et d'entreposage	54.8	0.1%	0.0%	0.0%
Services d'information et de communication	34.6	0.0%	-0.1%	-0.1%
Services financiers et assurances	30.1	0.0%	0.0%	-0.1%
Services professionnels, scientifiques, techniques, administratifs	102.0	0.0%	0.0%	0.4%
Services artistiques, du spectacle, récréatifs ; autres services	3.8	0.0%	0.0%	0.0%
Services principalement non marchands (*)	1.0	0.0%	0.0%	0.0%
Correction territoriale	55.2	0.0%	0.0%	0.0%
Correction CAF-FAB	-19.5	0.0%	0.0%	

Source : Comptes nationaux, Insee

6.2 Tableaux de révision des comptes de secteur

Figure 6.5 : Révisions du compte des sociétés non financières

	2024	Révision des variations en Md€		
	Base 2020	2022	2023	2024
Valeur ajoutée	1 513,1	-3,5	8,1	3,5
Rémunération des salariés	992,0	1,4	-0,6	0,8
Impôts nets des subventions	34,5	-0,5	2,4	-0,1
Excédent brut d'exploitation	486,6	-4,4	6,3	2,8
Revenus de la propriété (reçus - versés)	-89,3	7,9	3,9	7,9
Impôts sur le revenu	65,2	1,2	0,5	0,9
Epargne	306,3	0,9	8,1	6,2
Formation brute de capital fixe	328,7	-4,7	-0,3	-3,9
Variations de stocks	-20,9	-0,9	1,7	-7,7
Capacité (+)/besoin (-) de financement	37,3	7,5	4,2	15,9
Taux de marge (En %)	32,2%	-0,2%	0,0%	0,1%
Taux d'investissement (En %)	21,7%	-0,3%	-0,4%	-0,7%
Taux d'autofinancement (En %)	93,2%	1,6%	4,1%	6,9%

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 6.3 : Révisions du compte des sociétés financières

		2024	Révisions des variations (En Md€)		
		Base 2020	2022	2023	2024
Valeur ajoutée		96.7	0.0	0.3	-5.6
Rémunération des salariés	-	70.5	-0.5	0.2	
Impôts nets des subventions	-	9.1	0.0	-0.1	
Excédent brut d'exploitation	=	17.1	0.5	0.2	-5.5
Revenus de la propriété (reçus - versés)	+	-8.6	0.5	2.2	-38.8
<i>intérêts (reçus - versés)</i>	+	49.7	0.6	-0.7	-29.1
<i>dividendes (reçus - versés)</i>	+	27.6	-0.6	1.5	8.1
<i>Bénéfices réinvestis (reçus - versés)</i>	+	0.9	0.0	4.0	-3.2
<i>Revenus d'investissement (reçus - versés)</i>	+	-86.8	0.3	-2.6	-14.6
Impôts sur le revenu	-	14.7	-1.2	-0.4	
Autres transferts	+	-2.8	0.3	-3.7	
Epargne	=	-8.9	2.4	-0.9	-52.7
Formation brute de capital fixe	-	29.4	0.5	2.1	1.4
Autres opérations en capital	+	-1.1	-0.2	-0.9	-0.1
Capacité (+)/besoin (-) de financement	=	-39.4	1.7	-3.9	-54.2

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 6.4 : Révisions du compte des ménages

		2024 Base 2020	Révision des variations, en Md€		
			2022	2023	2024
Revenus d'activité nets	+	1,103.0	1.4	1.1	6.2
<i>Rémunérations des salariés</i>	+	1,536.3	1.3	-1.0	
<i>Revenu mixte des entrepreneurs individuels</i>	+	138.4	0.1	-2.0	
<i>Cotisations sociales</i>	-	571.8	0.0	-4.1	
Revenus du patrimoine	+	417.7	1.3	-4.9	-1.5
<i>Revenus de la propriété reçus nets</i>	+	149.2	0.9	-3.5	
<i>EBE des ménages purs</i>	+	268.5	0.4	-1.4	
Prestations sociales en espèces	+	631.2	-1.1	-1.7	3.1
Impôts courants sur le revenu et sur le patrimoine	-	280.7	-0.3	-0.1	3.0
Transferts versés aux ISBLSM	-	21.2	-0.2	2.5	
Autres transferts (reçus - versés)	+	11.1	0.8	6.7	
Revenu disponible brut des ménages	=	1,861.1	2.8	-1.3	5.6
Dépense de consommation des ménages	-	1,527.5	1.7	-3.9	4.5
Variation des droits à pension	+	6.4	0.0	-2.0	-1.5
Épargne	=	340.0	1.0	0.6	-0.4
FBCF	-	153.7	-0.5	-2.5	0.3
Autres opérations en capital	+	-17.5	-0.9	2.5	0.2
Capacité/besoin de financement	=	168.8	0.6	5.5	-0.5
<i>Pouvoir d'achat des ménages (dans leur ensemble) - En %</i>		2.6%	0.2%	0.0%	0.1%
<i>Taux d'épargne - En %</i>		18,2%	0.0%	0.1%	0.0%

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 6.5 : Révisions des ratios de finances « publiques » le 27 mars et celle du 28 mai 2025

Les révisions du compte des administrations publiques entre la la publication de mai 2024 et mai 2025 ne sont pas présentées, car les principaux agrégats ont déjà été publiés le 27 mars dernier dans le cadre de la notification des ratios de finances publiques à la Commission européenne. Toutefois, dans la publication de mars, ce sont les PIB publiés en mai 2024 qui ont été utilisés pour exprimer les agrégats en points de PIB, ces ratios sont actualisés le 31 mai. En outre, des modifications mineures ont pu être apportées au compte des administrations publiques. C'est ce qui est présenté dans cette figure.

	2024 Niveau	Révisions en points de PIB		
		2022	2023	2024
Dépenses	57.2	0.0	0.0	0.1
Recettes	51.4	0.0	0.0	0.1
Déficit au sens de Maastricht	5.8	0.0	0.0	0.0
Dette des administrations publiques (brute)	113.2	0.0	0.0	0.2
Prélèvements obligatoires	42.8	0.0	0.0	0.0

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 6.6 : Révisions du compte des ISBLSM

		2024 Base 2020	Révisions des variations (En Md€)		
			2022	2023	2024
Valeur ajoutée	+	52,3	-0,1	0,1	0,0
Rémunération des salariés	-	45,3	0,0	0,0	ns
Impôts nets des subventions	-	1,4	0,0	0,0	ns
Excédent brut d'exploitation	=	5,7	0,0	0,0	ns
Revenus de la propriété (reçus - versés)	+	3,3	0,0	-0,1	ns
Transferts courants (reçus - versés)	+	67,4	0,2	2,6	ns
Revenu disponible brut	=	76,3	0,2	2,5	ns
Dépense de consommation des ISBLSM	-	67,8	-0,1	0,2	ns
Épargne brute		8,6	0,3	2,3	ns
Formation brute de capital fixe	-	6,4	0,0	0,0	ns
Autres opérations en capital	+	3,5	0,0	0,0	ns
Capacité (+)/besoin (-) de financement	=	5,7	0,3	2,3	ns

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 6.7 : Révisions des relations avec le Reste du Monde (RdM)

		2024 Base 2020	Révision des variations, en Md€		
			2022	2023	2024
Exportations	+	989.5	2.5	3.9	12.0
Importations	-	999.1	1.0	-2.7	8.1
Solde du commerce extérieur	=	-9.6	1.4	6.6	3.9
Rémunération reçue du RdM	+	35.5	0.0	0.0	0.7
Rémunération versée au RdM	-	2.0	0.0	0.0	-0.2
Subventions reçues du RdM	+	-8.5	0.0	-0.2	
Revenus de la propriété reçus du RdM	+	334.5	20.5	-5.1	-0.7
Revenus de la propriété versés au RdM	-	317.8	11.3	-8.5	24.3
Transferts courants reçus du RdM	+	42.3	0.5	-1.1	4.1
Transferts courants versés au RdM	-	82.8	0.9	-1.6	1.2
Autre opérations non financières (reçues - versés)	+	4.6	-20.1	-21.7	-2.4
Capacité/besoin de financement de la Nation	=	3.8	10.0	11.3	-19.7

Source : Comptes nationaux, Insee